

Du 30 avril 2019

Communauté de Communes
Thiers Dore et Montagne
47 avenue du Général de Gaulle
63300 THIERS
04 73 53 24 71
contact@cctdm.fr

Présent.e.s : Tony BERNARD, Olivier CHAMBON, Bernard VIGNAUD, Christiane SAMSON, Serge PERCHE, Bernard GARCIA, Pierre ROZE, Jean-François DELAIRE, Daniel BERTHUCAT, Jean-Pierre DUBOST, Martine MUNOZ, Marie-Noëlle BONNARD

Absent.e.s excusé.e.s : Abdelhraman MEFTAH, Michel GONIN, Claude NOWOTNY, Claude GOUILLON-CHENOT, Ludovic COMBE, Jany BROUSSE

Maires présent.e.s : Daniel LAFAY, Bernard LORTON, Ghislaine DUBIEN, Daniel BALISONI

1- **CONSTRUCTION D'UN CENTRE TECHNIQUE SUR LA ZONE DE MATUSSIÈRE(D)**
(Annexe : note d'enjeu sur la construction d'un centre technique)

Le montant prévisionnel de l'opération est compris entre 1 300 000 € HT et 1 700 000 € HT, la fourchette haute correspondant à un projet d'une plus grande ambition architecturale. Le surcoût de la construction d'un bâtiment fermé pour les camions est estimé à 180 000 € HT.

Décision du Bureau Communautaire :

- **Approbation** du programme fonctionnel et technique de cette opération ;
- **Positionnement** sur la construction, ou pas, d'un bâtiment fermé pour les camions ;
- **Positionnement** sur le budget prévisionnel ;
- **Approbation** du lancement d'une consultation d'entreprise pour une mission de maîtrise d'œuvre.

Un échange entre les élus aboutit à la décision de fermer, pour des motifs de sécurité, l'espace où seront garés les camions. La mise en concurrence devra donc, dès l'origine, intégrer cette option.

Concernant le budget estimatif, il est proposé de programmer les locaux de services (salle de réunion, vestiaires, stockage archives...) à hauteur de 1 500 euros/m².

Parallèlement, il est demandé de prendre attache avec l'ADHUME et la SCIC « toi et toit » afin d'envisager avec eux l'ensemble des aspects énergétiques du bâtiment.

2- RENEGOCIATION DE LA DETTE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES THIERS DORE ET MONTAGNE (TDM)(D)

Compte tenu du contexte de taux extrêmement bas, il semblait opportun de procéder à une renégociation de la dette existante, même si cette dernière est assez peu élevée, de manière à faire ressortir des potentiels d'économies dans un contexte où les marges de manœuvre se réduisent sensiblement.

Budget déchets ménagers :

	Capital restant dû (CRD)	durée résiduelle	taux moyen	intérêts	économie
prêt existant	447 659 €	13 ans	3,942%	157 081 €	21 382 €
réaménagement	537 498 €	13 ans	1,138%	45 860 €	

Budget espaces d'activités :

	Capital restant dû (CRD)	durée résiduelle	taux moyen	intérêts	économie
prêt existant	241 313 €	13 ans	2,920%	64 188 €	22 639 €
réaménagement	258 400 €	13 ans	1,138%	24 462 €	
prêt existant	123 333 €	9 ans	3,35%	22 724 €	3 087 €
réaménagement	134 799 €	9 ans	0,795%	8 171 €	

Soit un gain total de **47 108€**, non négligeable mais qui reste proportionnel à l'encours de dette.

Décision du Bureau Communautaire : Approbation.

3- PROJET PETITE ENFANCE « ERNEST GRANGE »(D)

Décision du Bureau Communautaire :

Au profit d'une prochaine rencontre avec le Président et le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), Tony BERNARD, en concertation avec Claude NOVOTNY, propose de défendre un projet de 25 berceaux sur le haut de Thiers (10 berceaux créés).

4- CONSTITUTION D'UN GROUPE PROJET SUR LES STRUCTURES D'ACCUEIL COLLECTIF POUR LES 0-3 ANS (D)

Afin de suivre les différents projets d'augmentation et de réorganisation du nombre de places d'accueil en structures collectives pour les 0-3 ans (multi accueil, MAM...), il est proposé de créer un groupe de travail associant élus et techniciens pour leur suivi et leur mise en œuvre.

Ce groupe de travail aurait notamment pour missions de suivre :

- L'étude de besoin préalable à toute demande de nouvel agrément auprès de la Protection Maternelle Infantile (PMI) et de financement auprès de la CAF.
 - Le projet de délocalisation et d'extension de la Dorlotte (projet Auvergne habitat « Ernest Grange »),
 - La création d'une nouvelle structure d'accueil collectif (veille foncière et repérage des lieux avec les communes de Thiers et Courpière),
 - Les études de programmation/faisabilité,
 - La constitution des dossiers de création de nouvelles structures type Prestation de Service Unique (PSU) auprès des partenaires,
- Il conviendra également de définir le positionnement de la communauté de communes vis-à-vis de porteurs privés.

Décision du Bureau Communautaire :

Il est proposé au service Enfance/Jeunesse d'identifier les thématiques des groupes à créer (« Petite Enfance », « Enfance » et « Jeunesse ») puis de solliciter les communes par courriers afin qu'elles désignent des élus municipaux au sein de ces instances.

5- APPROBATION DU PROJET DE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIALE (SCOT) (D)

Dans la perspective de l'organisation d'un débat sur le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT), Tony BERNARD propose un Conseil Communautaire supplémentaire le jeudi 16 mai à 18h30. Ce Conseil Communautaire aura cet Ordre du jour unique.

6- ACQUISITION FONCIERE EN VUE DE RESTAURER LA DYNAMIQUE FLUVIALE DANS LA PLAINE ALLUVIALE DE LA DORE (D) ET ZONES HUMIDES

Pour ces deux sujets, il est convenu de reproposez ces 2 sujets, de manière plus anticipée, assortis de cartes afin d'illustrer le propos.

7- QUESTIONS DIVERSES

- Daniel BALISONI évoque la gestion du Roc-Blanc à ST AGATHE.
Il conviendrait que le service Développement Economique mette en place des « annonces » afin de se garantir une bonne diffusion et de trouver un nouveau gérant.
- Olivier CHAMBON fait état d'une rencontre avec SNCF-réseau au sujet de la ligne Thiers-Noirétable et de son devenir.
SNCF-réseau se charge de l'entretien de la voie.
Des questions de sécurité ont été évoquées, notamment dans la perspective de mettre en place un vélo-rail.
Tony BERNARD suggère de prendre attache avec le syndicat ferroviaire.
- La Communauté de Communes Thiers Dore et Montagne est consultée au sujet de la SEAU (Société d'Equipement de l'Auvergne).
En effet, la Ville de Thiers, qui est actionnaire de la SEAU, doit les céder suite à un transfert de compétences.
L'EPCI est invité à manifester son intérêt. Dans le cas où la Communauté de Communes ne souhaiterait pas acquérir ces actions, Clermont Auvergne Métropole se portera acquéreur.